

SIGNATURE DE L'ACCORD
DE PAIX ET DE
RÉCONCILIATION AU MALIUnanimité
pour saluer
le rôle de l'Algérie

Le paraphe de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, ce vendredi à Bamako par les parties maliennes au dialogue pour le règlement de la crise dans le nord du pays, a suscité des réactions à travers le monde.

Représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la cérémonie de signature de l'accord de paix et de réconciliation, issu du processus d'Alger, Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation, a affirmé que la paix et la sécurité du Mali assurent celles de toute la région.

«Nous savons maintenant que la mission est plus difficile, parce que mettre en application le contenu de cet accord de paix et de réconciliation inter-malien n'est pas une chose facile», a-t-il souligné, cité par l'APS. Il assure également que l'Algérie sera avec le Mali pour l'accompagner vers un «avenir meilleur».

Un accord que l'Union européenne (UE) a qualifié d'«étape décisive», affirmant que le document adopté par les parties maliennes pour une sortie de crise était le «fruit» de négociations conduites par l'Algérie. Partie de la médiation internationale élargie, l'UE a invité les parties qui n'ont pas encore signé l'accord à le faire dans les meilleurs délais et à rester engagées par le dialogue. Elle assure ainsi poursuivre ses efforts conjointement avec les autres membres de la médiation internationale, pour que «les conditions d'une telle signature soient remplies, en précisant les modalités d'application de l'accord et en veillant à sa mise en œuvre», a indiqué la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité de la Commission européenne, Federica Mogherini, dans un communiqué.

De son côté, le représentant de l'Union européenne pour le Sahel, Michel Reverend, a indiqué que l'accord signé constituait un «chemin qui s'ouvre pour une paix durable» et le retour à une sécurité globale dans le pays et la région. Il a ainsi appelé toutes les parties maliennes à s'engager pleinement pour «la mise œuvre qui est un grand et long travail, car l'accord est très riche et ambitieux».

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit convaincu de l'accord. «C'est une base solide sur laquelle sera construite une paix juste et durable au Mali», précise-t-il dans un communiqué.

Pour sa part, la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, Michaëlle Jean, a parlé d'«une étape essentielle pour la sécurité et la stabilité, non seulement au Mali, mais dans toute la région, voire le continent».

Côté français, le secrétaire d'Etat chargé du Développement Annick Girardin et représentant la France, a déclaré : «On aurait aimé la présence de tout le monde, mais c'est important que le processus avance.»

L'accord de paix et de réconciliation au Mali a été signé par le représentant du gouvernement malien, les mouvements politico-militaires du nord du Mali engagés au sein de la plateforme d'Alger et par l'équipe de la médiation internationale élargie. Deux composantes sur cinq que compte la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), à savoir la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA, dissident), la CM-FPR2 (Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance II) ont également signé l'accord.

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident), autre élément composant la CMA, quant à eux, avaient seulement paraphé jeudi, à Alger, l'accord de paix et de la réconciliation.

Synthèse Ry. N.

ILS SE SONT RENCONTRÉS À BOUIRA

Les Patriotes du Centre et de l'Est
se concertent

Une cinquantaine de Patriotes, pour la plupart des délégués de wilaya, activant sous la coupe de la Coordination nationale des Patriotes, se sont rencontrés hier à Bouira dans un café de la ville pour discuter des actions à entreprendre pour faire entendre leurs voix et arracher leurs droits.

Des droits qui butent actuellement au niveau de la commission mixte dans laquelle siègent des représentants de cinq ministères : la Défense, le Travail, l'Intérieur, les Finances et la Solidarité, et qui en est à la cinquième rencontre depuis décembre dernier, avec les représentants de ces Patriotes activant sous l'égide de la Coordination nationale des Patriotes, l'unique organisation reconnue par le pouvoir et qui est en train de négocier au sein de cette commission. Aussi, c'est suite aux lenteurs dans les traitements des dossiers – le coordinateur national parle de 84 dossiers étudiés sur 2 865 déposés – et surtout à la différence d'interprétation de textes de loi, que la Coordination s'en est remise à la base pour la remobiliser et faire pression sur le pouvoir.

«Rappelez-vous que les Gardes communaux n'avaient arraché leurs droits qu'après avoir mobilisé plus de 25 000 Gardes communaux à Alger». Ali Bouguettaya, l'un des coordinateurs les plus en vue et qui vient d'être plébiscité comme coordinateur national à l'issue de cette rencontre, s'est longuement attardé sur les voies et moyens de faire pour rassembler le maximum de Patriotes à l'échelle nationale pour que,



Photo : DR

Les Patriotes remontent au créneau.

«ensemble, nous pourrions arracher tous nos droits», dira-t-il.

Des droits qui se résument surtout autour de la retraite anticipée dont beaucoup de Patriotes se voient exclus pour la simple raison qu'ils n'ont pas atteint l'âge de 50 ans alors que dans la réalité, aucun texte ne limite l'âge pour percevoir cette retraite anticipée. Ou encore, au nombre d'années de mobilisation ; un point de discorde pour lequel l'article 77 de décembre 2013 stipule que toute personne ayant participé aux côtés de l'ANP dans la lutte antiterroriste, ouvre droit à une retraite.

Dans cet article, rappelle Bouguettaya, il n'a jamais été question du nombre d'années d'exercice aux côtés de l'armée alors que la commission exige une mobilisation de 7 années et demie pour ouvrir droit à la retraite.

Le troisième point évoqué est celui des Patriotes qui avaient rejoint les rangs de

l'ANP sous forme de détachés, car ayant des fonctions avant leur engagement, ainsi que les militaires et autres gendarmes en retraite et ayant servi comme Patriotes.

Aujourd'hui, les Patriotes exigent à ce que ces personnes qui ont été détachées perçoivent une retraite anticipée au même titre que les autres Patriotes car ayant vécu les mêmes risques et combattu de la même manière le terrorisme.

L'autre catégorie pour laquelle la coordination se bat concerne ces milliers de Patriotes qui ont lutté aux côtés de l'ANP mais qui n'ont jamais perçu un sou. «Ils sont, selon Bouguettaya, plus de 32 000 sur les 116 000 Patriotes recensés à l'échelle nationale à avoir vécu cette situation».

Les Patriotes exigent également une carte chifa à 100%, et demandent à ce que ceux blessés ou handicapés, ainsi que les orphelins des Patriotes tombés

au champ d'honneur, aient la priorité pour les soins à l'hôpital Aïn Naâdja.

Enfin, les présents demandent également la revalorisation des pensions de retraite perçues par les veuves des Patriotes tombés en martyrs du devoir, et qui est de 16 000 dinars par mois, celles des Patriotes blessés qui perçoivent une pension mensuelle de 5 300 dinars et des handicapés qui perçoivent entre 11 et 16 000 dinars. Des pensions indécentes, qui n'atteignent même pas le SNMG.

Cela étant, rappelons qu'au cours de cette réunion préparée par le coordinateur de wilaya, Samir Hamoudi, les coordinateurs des 22 wilayas présentes qui ont élu à l'unanimité Bouguettaya Ali comme coordinateur national, ont également avalisé la proposition d'exclure de leurs rangs deux coordinateurs de Blida, Sellami Tahar et Louzri Mohamed.

H. M.

ILS SE SONT ORGANISÉS EN CONSEIL NATIONAL

Les jeunes militants du RCD sur
les traces de leurs aïeux

Les jeunes militants du RCD ont décidé de se mettre sur le chemin de leurs aïeux en faisant le serment de poursuivre le combat pour l'accomplissement de leurs idéaux.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Eux qui se sont retrouvés, le temps d'une journée, par centaines – ils étaient, en effet, près de 1 000 venus des quatre coins du pays et de l'émigration et de milieux socioprofessionnels divers –, ont décidé de s'organiser.

Avec comme référence le sacrifice de Amara Rachid et ses compagnons pour la libération de notre pays en rejoignant les maquis de la Révolution sous le slogan «Nous ne ferons pas de meilleurs cadavres avec nos diplômes», ou encore «l'engagement et la hardiesse de la jeunesse post-indépendance qui a su se donner, malgré la répression et la violence d'un pouvoir absolu, les moyens politiques pour crier son opposition à la dictature et assumer publiquement et pacifiquement ses revendications d'une nation algérienne réconciliée avec son histoire et son identité ainsi que sa volonté de vivre dans la liberté et la démo-



Les jeunes du parti de Belabbas se projettent dans une dynamique de changement.

cratie». Ce pourquoi, ils ont mis sur pied un cadre, «Jeunesse libre», qui se verra, selon ce qui a été convenu au terme de ces assises, «un espace de réflexion, de débat et d'action dans une démarche pacifique. Cette structure qui verra prochainement l'élection de son exécutif et son coordinateur national lors de la réunion de son conseil national élu ce vendredi, s'assigne comme objectif de «créer les cadres adéquats à

même d'engager la réflexion sur la formation et la responsabilisation politique des jeunes dans la société, d'encourager une dynamique associative des jeunes dans les divers domaines politique, culturel, humanitaire et social, de favoriser des échanges d'expériences et un plan de capitalisation continu et pouvoir, enfin, jeter les passerelles entre les jeunes de tout le pays en vue d'impulser un mouvement capable de projeter les jeunes, comme des acteurs incontournables, dans la dynamique de changement et de la refondation nationale».

«Jeunesse libre» se verra également un cadre «d'évolution solidaire», «loin des chimères mirobolantes du pouvoir et des sirènes théocratiques sans lendemain, de prendre toute la place qui lui revient au sein de la société et dans le champ public». A travers cette entité, les jeunes militants du RCD s'engagent à «assumer leur part de responsabilité aux côtés de toutes celles et tous ceux qui militent au quotidien pour libérer notre pays du système politique archaïque et despotique et construire une démocratie fondée sur l'Etat de droit, le respect des droits humains et la justice sociale».

M. K.